

Témoignage

«Je n'ai pas mérité Guantanamo»




Mourad Benchellali, Lyonnais d'origine algérienne, raconte son passage dans des camps talibans en Afghanistan en 2001, avant d'être arrêté au Pakistan, puis détenu et torturé par les Américains à Guantanamo. **Page 2**

Mourad Benchellali, hier.

Grippe aviaire: la filière s'inquiète



La découverte d'un canard sauvage contaminé par le virus H5N1, dans l'Ain, fait craindre à la filière avicole française, qui emploie 50 000 personnes, une psychose qui entraînerait une baisse drastique de la consommation. **Page 6**

POLITIQUES

En Inde, Chirac gêné par l'affaire Mittal-Arcelor **P.15**

SOCIÉTÉ

«Cerveau des barbares»: le profil de la bande se dessine **P.18**

CULTURE

Yann Arthus-Bertrand passe au-dessus de l'Algérie **P.33**

turin 2006

Un premier or noir



Shani Davis, seul champion olympique d'hiver afro-américain, gagne le 1000 m en patinage de vitesse après avoir refusé de participer au relais. Et toute l'actualité des Jeux **P.24 à 27**

«Tôt ou tard, il y aura nécessité de fermer Guantanamo.»

Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, le 16 février

«[Kofi Annan] est totalement dans l'erreur. Nous ne devons pas fermer Guantanamo.»

Donald Rumsfeld, secrétaire américain à la Défense, le 17 février



Depuis 2002

Environ 700 détenus - le gouvernement américain refuse de donner des chiffres précis - sont passés par Guantanamo depuis l'ouverture de cette prison spéciale par l'armée américaine le 11 janvier 2002. Les prisonniers, des anciens talibans, des «suspects de terrorisme», sont originaires d'une trentaine de pays.

Non-droit

Les détenus de Guantanamo échappent aux conventions de Genève sur les prisonniers de guerre, selon le gouvernement américain, qui les considère comme des «combattants ennemis». La base, de fait un «no man's land juridique», n'est pas formellement un territoire américain et les prisonniers ne sont pas passibles non plus des juridictions américaines.

Mourad Benchellali, parti en 2001 dans un camp taliban, raconte l'horreur

«DES MOIS DE COUPS



Mourad Benchellali, hier. Parti en juin 2001 de Vénissieux, dans la banlieue lyonnaise, il a été pris au Pakistan par les Américains, puis est passé par plusieurs camps.

Lyon de notre correspondant

Mourad Benchellali a quitté Vénissieux en juin 2001. Il avait 19 ans, partait pour l'Afghanistan. Quatre ans et demi plus tard, il vient de rentrer, après quelques enfers successifs. Deux mois dans un camp d'entraînement taliban, une capture au Pakistan pour être livré aux Américains. Et la torture, à Kandahar puis Guantanamo. A son retour, la justice française l'a placé dix-huit mois en détention, avant de le libérer, le mois dernier. La silhouette s'est épaissie. Mourad porte des cheveux longs, crépus, qu'il retient d'une queue-de-cheval. Personne ne le reconnaît, et il préfère ça. Il veut tourner la page. Mais d'abord raconter ce qu'il a vu à Guantanamo. Il témoigne longuement, pour *Libération*, de la filière utilisée pour rejoindre l'Afghanistan, de l'entraînement chez les talibans, des tortures endurées. Son récit est précis, car les multiples interrogatoires, dit-il, ont «gravés» les moindres détails dans sa mémoire. Il est impossible de vérifier ses dires mais son témoignage recoupe ceux d'autres «pensionnaires» de Guantanamo.

«Le départ s'est fait très vite. Quelques semaines avant, une personne très proche m'a parlé de la possibilité d'aller en Afghanistan [lire encadré page suivante]. Elle-même y était allée, elle m'a dit que ce serait une bonne expérience. Je savais pas que c'était pour un camp taliban. Il n'était pas question d'apprendre à se battre. L'idée globale, c'était d'aller dans un pays islamique, où l'on pourrait avoir une vision de l'intérieur de l'islam. Je n'avais jamais voyagé. Je voulais aller à l'aventure, sortir de la routine. Je devais chercher une formation en septembre 2001. Je pensais quitter Vénissieux pour deux ou trois mois.

«Quelques jours avant de partir, j'ai appris que je serai avec Nizar Sassi. C'était le grand frère d'un ami. J'étais content. On a pris le TGV jusqu'à Paris, puis un bus Eurolines pour Londres. On avait le numéro de téléphone d'un homme là-bas, on l'a appelé en arrivant, il nous a donné rendez-vous à Finsbury Park (1). Il est venu nous chercher et nous a conduits dans un petit appartement. C'est la seule personne qu'on a vue à Londres. Un Algérien, je pense. Il nous a aidés pour les billets d'avion et, trois jours après, on partait au Pakistan avec un numéro de téléphone et le nom d'un hôtel à Peshawar. Là, quelqu'un nous a pris en charge pour nous conduire à Jalalabad, en Afghanistan. A

«L'arrivée au camp de Kandahar a été violente. Ils nous ont roués de coups de pieds et de poings, avec des insultes et des crachats.»

chaque étape, la personne laissait un autre contact, avant de nous quitter. C'était facile. On est partis pour Kaboul, puis on nous a conduits dans le camp d'entraînement de Kandahar, début juillet 2001.

«Quand Ben Laden est venu, on comprenait pas l'excitation»

«J'ai passé deux mois là-bas, dans le désert. Il y avait des tentes, une petite mosquée en terre, une petite clinique. On était plus de 200, de toutes nationalités. J'ai eu l'impression de m'être fait piéger. Nizar et moi, on n'avait pas l'intention d'aller dans un tel camp. Mais il y avait une règle claire: une fois entré, on pouvait plus ressortir avant la fin de notre forma-

tion, sauf ceux qui étaient vraiment malades. Il fallait pour cela l'autorisation du grand émir qui s'occupait du camp. Nizar, grâce à Dieu, a été malade au bout d'un mois, il a pu partir.

«J'ai fait ce qu'ils appellent la formation de base. Une soixantaine de jours pendant lesquels on découvre les modules de spécialisation qu'on peut choisir après: topographie, techniques en montagne, explosifs... Les instructeurs venaient de pays différents. Dès le premier cours, on nous a montré comment monter et démonter une Kalachnikov. Puis on a tiré une quinzaine de balles, pour connaître les sensations. Après, on a appris la topographie, savoir lire une carte, tenir une boussole. Ensuite le maniement des explosifs: on nous montrait toutes les sortes qui peuvent exister. Les conditions de vie étaient très difficiles: la chaleur, la fatigue, la faim. Ils voulaient nous faire ressentir des conditions extrêmes, au cas où on irait combattre, en Tchétchénie par exemple. J'ai perdu beaucoup de poids. J'avais une diarrhée très forte.

«Ben Laden est venu une fois pendant qu'on était dans ce camp. En juillet. Il est arrivé avec son escorte, dans des 4x4 pick-up. Tout le monde dans le camp a commencé à chanter en arabe «*Voilà le cheikh, voilà le cheikh*». Nizar et moi, on comprenait pas l'excitation. C'était avant le 11 septembre, il ne représentait pas ce qu'il représente aujourd'hui. Je n'avais jamais entendu parler de lui. On nous a dit: «*C'est le cheikh Ben Laden!*» Il est sorti, beaucoup se sont dirigés vers lui pour lui serrer la main. Il a fait son discours. J'étais malade, fatigué, je comprenais pas l'arabe, je suis retourné à ma tente, j'ai pas écouté le discours. «Après ma formation, j'ai retrouvé Nizar et on est repartis à Jalalabad. Là, on a appris la mort de Massoud,

de sa détention par les Américains à Kandahar puis à Guantanamo.

ET DE PANIQUE»

éditorial

Par GÉRARD DUPLY

Arbitraire

Mourad Benchellali ne fréquente sans doute guère les œuvres de Voltaire, mais il y a du Candide chez ce gamin qui s'enrôle aux Minguettes et se retrouve à Guantanamo après avoir traversé le fracas du monde sans trop comprendre ce qui lui arrivait. Les sergents recruteurs de l'islamisme n'ont pas de scrupule pour fabriquer les petits soldats d'Allah – leur très sainte cause justifie tout par avance. Le récit de Benchellali montre une nouvelle fois la facilité avec laquelle des adolescents sensibilisés à une vision politique de l'islam peuvent basculer dans le terrorisme organisé. Sa capture a abrégé cette aventure que d'autres ont poursuivie jusqu'à l'assassinat et au suicide.

Le deuxième volet de son témoignage est autrement inquiétant. Le compte rendu de son séjour dans les geôles américaines, conforme à tous ceux qui ont déjà été publiés, montre un monde placé hors de toute norme de droit et qui fait de cette extra-territorialité un argument de sa défense

(ce devrait pourtant être l'inverse!). Rien n'oblige de prendre au pied de la lettre les accusations portées – notamment la désacralisation du Coran, qui peut n'être qu'une rumeur de désinformation. Mais, sur le fond, il faut le croire quand il montre que les Etats-Unis dérogent, dans cette politique d'incarcération arbitraire, à leurs propres principes – sans que leurs amis s'en émeuvent beaucoup. Il est heureux que la Cour de cassation ait contraint la justice de prendre au sérieux les plaintes pour séquestration portées par des citoyens français contre leurs détentés. Les accusations contenues dans ce témoignage en nourrissent d'autres récemment entendues – notamment en Irak, où les Britanniques aussi sont montrés du doigt (voire les policiers français après les attentats de 1995). Le danger du terrorisme ne doit pas être pris à la légère. Contre cela, il faut répéter que le principal succès des terroristes serait de nous accoutumer à l'exception et aux passe-droits.



Une salle d'interrogatoire sur la base de Guantanamo (image visée par l'armée américaine). Benchellali apprendra par la Croix-Rouge qu'il est détenu à Cuba.

le 9 septembre sur RFI. On nous a dit que ça allait devenir dangereux pour nous car des Arabes avaient fait ça. On a appris ensuite, juste après, pour le World Trade Center. On nous a conseillé d'attendre. Quand les bombardements ont commencé, on est restés cachés dans une maison. Des fois, on dormait dehors. Puis l'Alliance du Nord est remontée jusqu'à Jalalabad, les talibans se sont sauvés et tout le monde est parti en passant par les montagnes. La marche a duré plus d'un mois. Deux d'entre nous sont morts de froid. On a fini par arriver à un village du Pakistan qui s'appelait Parachinar, tout près de la frontière. Des habitants nous ont hébergés. On voulait qu'ils nous aident à rejoindre Islamabad, pour contacter l'ambassade de France et qu'elle nous rapatrie. Mais un jour, ils nous ont donné rendez-vous à la mosquée du village pour parler du voyage. On est entrés, les portes se sont fermées derrière nous. Ils ont appelé les forces spéciales pakistanaïses qui sont venues nous arrêter.

«A Kandahar, trois jours de terreur»

«On est passés par trois casernes différentes au Pakistan. Ça a duré deux semaines. Dans la troisième, des gens sont venus nous voir. Ils se disaient de l'ONU. Il y avait un drapeau de l'ONU dans la salle où ils nous ont interrogés. Ils voulaient connaître nos identités, quels étaient nos parcours, quel lien on avait avec Al-Qaeda. Ils parlaient assez bien le français, mais avec un accent américain. Dans l'après-midi, des gardes pakistanaïses nous ont dit que c'était la CIA. On nous a attachés dans des camions, on nous a mis des cagoules et on a fait un voyage de vingt heures, sans boire ni manger. Le camion était envahi d'odeurs d'urine. A l'arrivée, des Américains nous attendaient. «Il faisait nuit, l'endroit ressemblait à un aéroport militaire. Ils avaient formé un grand cercle avec des

camions, et les phares éclairaient le centre. C'est là qu'on a été livrés. Les Américains avaient la liste des noms obtenus à la caserne. Ils nous ont fait monter dans de petits avions, nous ont attachés au sol par des sangles, les mains dans le dos et une cagoule sur la tête. Le vol a duré plus de deux heures. On a atterri à Kandahar, où je suis resté quinze jours, dans un camp. Il y avait 150 personnes à mon arrivée, 800 à mon départ.

«Ils enfermaient les arrivants dans un grand hangar, avec deux seaux pour leurs besoins. L'arrivée a été violente. Ils nous ont mis des menottes aux poignets et aux pieds, des cagoules sur la tête, ils nous avaient déshabillés entièrement et nous ont roués de coups de pied et de poing, avec des insultes et des crachats. Ils nous ont ensuite fait monter les uns sur les autres et on entendait qu'ils prenaient des photos. Ça a duré deux ou trois jours comme ça. Certains saignaient, criaient. C'était vraiment trois jours de terreur. Ensuite, ils nous ont mis des combinaisons bleues et nous ont emmenés dans des grands enclos grillagés, à 60 par cage.

«Les mauvais traitements étaient quotidiens. Ils urinaient sur des détenus, ils jetaient des corans dans les seaux où on faisait nos besoins. Il y avait aussi des gens à qui ils rasaient une partie de la tête, ou un seul sourcil. On avait l'impression qu'ils faisaient ça par plaisir. Ils nous parlaient souvent du World Trade Center. Ils ramenaient des femmes, militaires, qui se déshabillaient devant nous et touchaient certains détenus. Les gradés voyaient ce qui se passait.

«J'ai été interrogé trois fois à Kandahar. Toujours les mêmes questions: "Qu'est-ce que tu as été faire en Afghanistan", "Qu'est-ce que tu faisais avec les talibans", "Est-ce que tu as vu Ben Laden", "Est-ce que tu sais où il est?" L'interrogateur était assis à une

Un grand frère formé en Afghanistan

Mourad Benchellali a grandi aux Minguettes, dans une famille d'origine algérienne installée en France en 1963. La justice s'intéresse beaucoup à son grand frère, Abdelhakim, dit Menad. Lors de son arrestation, le 24 décembre 2002 à Romainville (Seine-Saint-Denis), la DST avait retrouvé une liste qu'il aurait écrite, avec les noms et coûts de produits chimiques permettant de fabriquer engins explosifs et gaz toxiques. Menad aurait aussi réalisé des expériences chimiques dans la salle de bains de ses parents. Formé en Afghanistan, il a séjourné fin 2001 mois dans des geôles croates, lors d'un voyage en Bosnie. Pour une livraison humanitaire, selon lui. Le père a été arrêté le 6 janvier 2004, en même temps que la mère. La justice n'a pas grand-chose à reprocher à cette dernière. Elle lui a pourtant infligé seize mois de détention.

O. B. (à Lyon)

suite page 4

suite de la page 3 table, moi accroupi au sol, les poignets et les pieds attachés ensemble, comme un mouton avant l'égorgeage. D'autres fois, j'étais attaché les bras en croix à une barre en fer au-dessus de ma tête. Les interrogatoires duraient trois ou quatre heures. Ils donnaient beaucoup de coups sur la nuque, du tranchant de la main.

«La nuit, toutes les demi-heures, ils nous réveillaient pour faire l'appel. Ils nous avaient mis des bracelets avec des numéros. J'avais le 161. Ils nous alignaient accroupis, puis on retournait dormir quand ils nous avaient appelés, puis ils nous réveillaient une demi-heure après. Psychologiquement, c'était très dur. Il y avait aussi des détenus qu'ils laissaient debout toute la nuit. Quand ils piquaient du nez, ils les frappaient pour les redresser. A la fin, les gars étaient si fatigués qu'ils tombaient par terre et se laissaient frapper. J'étais paniqué. Je me disais qu'avec ce qu'ils étaient en train de nous faire, ils ne prendraient pas le risque de nous relâcher. Je me suis dit: "Mourad, jamais ils te laisseront raconter ça. Il faut que tu te prépares à mourir."

«Au bout d'une semaine et demie, ils m'ont rasé la tête et la barbe, m'ont mis une cagoule et je suis reparti en avion. Ils nous ont collé des patchs qui devaient être des somnifères. On somnolait. L'avion a fait une escale au bout d'une heure, on a changé d'appareil. Puis le voyage a duré vingt-quatre heures. On ne savait pas où on allait. C'est la Croix-Rouge, quelques semaines après, qui m'a appris que j'étais à Cuba.

«Dans une des salles d'interrogatoire, l'impression que le cerveau allait se dissoudre»

«A l'arrivée, on a été déshabillés. Ils nous ont mis à plat ventre et nous ont donné des coups de pied. Il y avait un homme qui avait un accent arabe, un Libanais je pense. Il hurlait en arabe. "Qu'est-ce que tu fais là, pourquoi t'es allé en Afghanistan?" Puis on a été conduits dans une pièce où il y avait un médecin avec une blouse blanche. Il nous a auscultés et a mis un gant pour nous mettre un doigt dans l'anus. Ils nous ont pris en photo nus et nous ont donné des combinaisons rouges. On s'est retrouvés dans le camp provisoire d'X-Ray. On était à peu près 350. Il y avait des gens qui avaient été arrêtés un peu partout dans le monde. Six venaient de Bosnie, deux de Zambie, un Afghan avait été enlevé au Mexique, deux Algériens disaient avoir été capturés par la mafia russe en Géorgie. On est resté quatre mois avant d'être transférés dans le camp Delta, avec des cellules faites dans

des containers dont ils avaient enlevé les parois, pour les remplacer par des grilles. Il y avait une toilette à la turque, un lavabo et une plaque en fer qui faisait lit, avec un matelas mince dessus.

«Les interrogatoires pouvaient avoir lieu à n'importe quel moment du jour ou de la nuit. En moyenne, j'ai eu un à deux interrogatoires par semaine. Ce n'était jamais les mêmes hommes. Pour y aller, ils nous faisaient courir avec des menottes et des chaînes aux pieds. Ça rentrait dans la chair, ça saignait. Les interrogatoires pouvaient durer deux heures à quinze heures. Ça se passait dans de grandes pièces, avec des glaces sans tain sur les côtés. On entendait parfois des gens derrière. La salle était très

«A Guantanamo, une équipe intervenait avec des sortes de tenues antiémeutes et un grand bouclier en plexiglas. Vous aviez l'impression qu'un bus vous rentrait dedans.»

éclairée, il y avait une chaise avec un harnais pour le détenu et des gros climatiseurs derrière nous. Ils mettaient parfois le froid à fond. Les questions étaient différentes d'à Kandahar. Ils voulaient tout savoir de notre vie, de notre parcours. Ils voulaient qu'aucune étape ne leur échappe. Ils se présentaient comme étant du FBI. Ils étaient toujours deux plus un interprète.

«Il y avait une autre salle d'interrogatoire, sur laquelle ils avaient écrit en arabe "L'enfer". Si on coopérait pas, on allait là. C'était une pièce toute noire, avec au milieu un banc muni de sangles, comme dans les hôpitaux psychiatriques. Aux murs, il y avait des enceintes énormes et au plafond des projecteurs. Ils attachaient les détenus et mettaient de la musique à fond, souvent de la techno. Les spots faisaient des flashes de lumière blanche très forte, très rapides. Il paraît que ça donnait l'impression que le cerveau allait se dissoudre. Certains y sont restés deux jours.

«Il y avait aussi une équipe spéciale de cinq gardes, qui intervenait avec des sortes de tenues antiémeutes et un grand bouclier en Plexiglas. Ils arrivaient en faisant "Houhouhou" en rythme, en tapant des pieds. C'était très impressionnant. Ils entraient très vite dans la cellule, le bouclier devant eux. Vous aviez l'impression qu'un bus vous rentrait dedans. Certains gardes se comportaient bien. Je me souviens d'un qui m'a apporté un gobelet de café en cachette, à travers la grille. Certains nous ont dit qu'en rentrant aux Etats-Unis, ils raconteraient ce qu'ils avaient vu.

«Beaucoup de tentatives de suicide, mais personne n'a réussi»

«On nous faisait prendre beaucoup de médicaments. Ils disaient que c'était contre la tuberculose, le tétanos ou la malaria. C'étaient des petites pilules sans aucune référence. Elles étaient rondes, parfois un peu épaisses. Ça donnait des maux de tête, des vomissements. On pensait qu'ils faisaient des expériences car, après, des infirmiers nous posaient des questions sur les effets. Il y avait aussi des vaccins, on m'en a fait cinq fois je crois, et des prises de sang. J'avais des nausées, des diarrhées, des constipations. Une fois, ils nous ont fait une piqûre, ça nous a fait au bras comme un renflement qu'ils sont venus mesurer avec une règle.

«A un moment, on a eu des livres offerts par la Croix-Rouge, puis ils ont été interdits. On nous a laissé que le Coran. L'ennui nous rendait fous. On recevait parfois du courrier, mais ils le censuraient en rayant des passages. Parfois, ils laissaient par exemple que la dernière ligne: "Voilà toutes les nouvelles sur la famille." C'était un vrai supplice.

«Il y a eu beaucoup de tentatives de suicide. Au moins une par jour juste avant que je parte. A ma connaissance, personne n'a réussi. Les gardiens décrochaient très vite ceux qui se pendaient avec leur drap. Ils les envoyaient au bloc des fous. Il y avait aussi un camp isolé, où ils mettaient les gens qu'ils pensaient dangereux. Personne ne sait ce qui s'est passé là-bas. La Croix-Rouge n'y avait pas accès. J'y pense souvent. «Trois fois, des policiers français sont venus m'interroger. Les premières fois, ils étaient huit. Deux posaient les questions, les autres autour demandaient des précisions. Ils étaient corrects. Ils savaient ce qui se passait à Guantanamo. Ils nous disaient de tenir le coup, qu'ils ne pouvaient rien faire. Deux Américains assistaient aux interrogatoires.

«J'ai appris que j'allais rentrer le jour du départ. Un Yéménite m'a dit: "Mourad, tu es français, toi. Tu rentres dans un pays où il y a des droits. Raconte ce qui se passe ici." Je n'ai pas de haine, de colère. Seulement de l'incompréhension. Je comprends que les Américains devaient riposter au 11 septembre. Mais ils ont des prisons en Amérique. J'ai peut-être fait une erreur en allant en Afghanistan, mais je n'ai pas mérité Guantanamo.»

Recueilli par OLIVIER BERTRAND

(1) A l'époque, la mosquée de Finsbury Park était dirigée par Abou Hamza, condamné à sept ans de prison le 7 février pour incitation au meurtre et à la haine raciale.

Six Français poursuivis

Mourad Benchellali et Nizar Sassi répondront devant la justice française de leur périple afghan. Ils sont en effet poursuivis, avec quatre autres ex-détenus de Guantanamo, pour «association de malfaiteurs en lien avec une entreprise terroriste». Les juges Jean-Louis Bruguière et Jean-François Ricard les soupçonnent d'être allés suivre une formation en Afghanistan pour commettre des actions terroristes en Europe. Mourad et Nizar contestent cette version. Leurs avocats, William Bourdon et Jacques Debray, dénoncent la procédure, basée selon eux sur des déclarations obtenues par la DST à Guantanamo. Ces interrogatoires, hors champ légal, ne sont pas mentionnés dans le dossier. La chambre d'instruction de la cour d'appel de Paris a cependant, le 4 octobre dernier, validé la procédure.

De leur côté, Mourad et Nizar ont porté plainte pour enlèvement et séquestration. Ils visent la détention à Guantanamo, où ils n'étaient ni prisonniers de guerre, ni prisonniers de droit commun. La justice a refusé d'instruire, mais la Cour de cassation lui a donné tort. William Bourdon, Jacques Debray et Claire Chaillou ont obtenu, le 1^{er} juin 2005, l'ouverture d'une information judiciaire. Deux magistrats instruisent depuis leur plainte.

O.L.B. (à Lyon)

Aux Etats-Unis, l'opacité demeure la règle

L'administration Bush ne joue pas la transparence sur le camp de Guantanamo. Pour l'ONU comme pour la presse.

New York de notre correspondant

Vous êtes les bienvenus à Guantanamo, mais vous ne pourrez rien voir. C'était, en substance, l'invitation du gouvernement américain à l'équipe d'enquêteurs indépendants mandatés par la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Qui l'ont poliment déclinée. Elle était assortie d'une condition inacceptable pour eux: l'impossibilité de parler aux détenus. «Nous entendrions les capacités de recherche des Nations unies si nous devions accepter une invitation que nous refusions de tout autre Etat dans le monde», a expliqué l'un des rapporteurs, cité par le site Web de CNN.

Tubes. Les cinquanteurs de rapport publié jeudi se sont

contentés de témoignages de familles, des avocats des détenus et de ceux d'anciens prisonniers. Ils estiment que certains traitements infligés aux prisonniers s'apparentent à des actes de torture. Ils citent notamment l'alimentation forcée des grévistes de la faim, au moyen de tubes enfoncés dans le nez (Libération du 16 février).

L'administration Bush a eu beau jeu de dénoncer l'absence d'information de première main. Scott McClellan, porte-parole de la Maison Blanche, y voit des «allégations réchauffées qui ont été faites par des avocats représentant des détenus». Et d'ajouter: «Nous savons que les détenus d'Al-Qaeda sont entraînés pour propager de fausses allégations.»

L'administration Bush n'explique pas en quoi une visite des enquêteurs, avec interdiction de parler aux détenus, les aurait aidés dans leur mission. Le camp de Guantanamo est bien sûr une exception, par son fonctionnement et son existence en dehors de tout cadre

«Il n'y a pas de torture. Il n'y a pas d'abus.»

Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense

légal international. Mais aussi par l'opacité qu'entoure. Seule la Croix-Rouge internationale est autorisée à accéder aux prisonniers et à contrôler leur santé physique et mentale, mais ses conclusions restent confidentielles. Les visites des journalistes sont soigneusement encadrées.

Donald Rumsfeld, secrétaire

américain à la Défense, a indiqué vendredi qu'il n'entendait pas revenir sur cette opacité. «Il n'y a pas de torture. Il n'y a pas d'abus.» Et quand bien même il y en aurait, l'armée américaine veille. «Dans la mesure où quelqu'un commet une faute, il fait l'objet d'un rapport et il est puni suivant le code de justice militaire. Et, mon Dieu, c'est comme ça que ça doit marcher.» Inutile, donc, de faire appel à des enquêteurs indépendants. «Je ne pense pas que cela servirait notre but que d'avoir une investigation de plus, la quinzième au lieu de la quatorzième. Et de rabâcher tout ceci. Je pense que ce serait dommageable pour le pays.»

Le 12 février, un éditorial du New York Times rapprochait le manque de transparence entourant Guantanamo avec

le programme d'espionnage sur les communications des Américains (tenu secret par Bush) et les efforts de l'administration pour bloquer une enquête du Congrès sur le déclenchement de la guerre en Irak. Autant de cas où le Président demande à son peuple «d'oublier la démocratie, les procédures juridiques et l'équilibre des pouvoirs, et de simplement lui faire confiance».

«Anomalie». En mai, l'affaire du coran avait déjà montré les limites de l'approche américaine. Newsweek avait révélé qu'un gardien de Guantanamo avait jeté un coran dans une cuvette de toilettes. Sa source s'était ensuite rétractée et l'hebdomadaire avait retiré son article. Mais cette affaire soulignait la contradiction de l'administration américaine,

dénonçant des «allégations» tout en refusant les conditions d'une information libre sur ses pratiques à l'intérieur du camp. L'article de Newsweek avait provoqué une vague de protestation dans les pays arabes, tout comme aujourd'hui le rapport de l'ONU. Celui-ci suscite une condamnation unanime des Etats-Unis: vendredi, le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan en a repris la principale conclusion, appelant Bush à fermer le camp de Guantanamo «aussi vite que possible». Même Tony Blair s'est bien gardé de défendre son allié. Vendredi, le Premier ministre britannique déclarait: «J'ai toujours dit que c'était une anomalie et qu'il fallait tôt ou tard décider quelque chose.»

LAURENT MAURIAC